

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 11 septembre 2025

L'inflation a enregistré une légère hausse en août, s'établissant à 3,57 % g.a., mais s'est maintenue dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 %  $\pm$  1).

L'inflation globale enregistrée le mois dernier s'est située proche du niveau atteint en juillet (3,51 % g.a.), lorsque l'inflation a réintégré la fourchette cible après deux mois consécutifs au-dessus de la limite supérieure.

L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des produits les plus volatiles, s'est maintenue à un niveau élevé, à 4,23 % g.a., stagnant depuis juin 2025. Les prix des biens ont accéléré pour le neuvième mois consécutif, atteignant leur plus haut niveau depuis février 2024 (4,05 % g.a.). L'inflation non sous-jacente a de son côté enregistré une légère hausse, s'établissant à 1,38 % g.a. en août (contre 1,14 % g.a. en juillet). En son sein, les prix des fruits et légumes continuent de diminuer (-8,04 % g.a.).

Banxico prévoit que l'inflation s'établira à un taux moyen de 3,7 % g.a. au T4 2025, avant de diminuer progressivement et d'atteindre la cible de 3 % au T3 2026

LE CHIFFRE A  
RETENIR

**3,57 %**

Taux d'inflation en g.a.  
en août 2025

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Le Mexique envisage d'appliquer des droits de douane et des barrières tarifaires aux pays n'ayant pas conclu d'accord de libre-échange, ciblant en particulier la Chine.** Des tarifs douaniers de 10 à 50 % devraient être imposés sur près de 16,8 % du total des produits importés au Mexique. Les produits en provenance de Chine et d'autres pays sans traités de libre-échange seront taxés jusqu'à 50 % afin de protéger l'emploi dans les secteurs sensibles. La présidente Sheinbaum et le ministre de l'Économie, Ebrard, assurent que ces barrières tarifaires respecteront les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'objectif est de protéger près de 320 000 emplois dans les secteurs en tension, notamment le secteur automobile et le textile. Ces derniers ont particulièrement été touchés ces dernières années, avec près de 80 000 emplois supprimés dans le textile en raison d'une compétitivité-prix trop faible face aux concurrents asiatiques. En réponse, la Chine évoque des mesures de représailles contre le Mexique, devenu un partenaire commercial important au cours des dix dernières années, la part des importations automobiles chinoises ayant augmenté pour atteindre 30 % au Mexique sur la période. Les principaux pays concernés par ces nouvelles mesures sont la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, la Russie, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine.

**L'emploi formel au Mexique a progressé en août 2025, soutenu par l'intégration des postes générés par les plateformes numériques, qui ont totalisé 133 178 travailleurs enregistrés auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS).** En excluant ces emplois, le nombre de postes affiliés s'élève à 22,45 millions, soit une hausse mensuelle de 21 750 postes. Sur un an, la croissance de l'emploi ralentit toutefois à 0,3 % g.a.. Depuis janvier, la création nette d'emplois a atteint 216 538. Les effets sectoriels sont contrastés : les communications et transports affichent la plus forte progression (+8,8 %), suivis du commerce et de l'électricité (+2,3 % chacun) tandis que la construction continue de reculer fortement (-7,8 %). Sur le plan régional, l'État de Mexico (+5,5 %), Colima (+1,9 %) et Michoacán (+1,9 %) participent plus largement à cette croissance, alors que Tabasco (-8,7 %), Campeche (-4,0 %) et Guerrero (-2,8 %) enregistrent les baisses les plus marquées. Au total, vingt entités fédérales ont enregistré une contraction annuelle de l'emploi.

**La productivité du travail au Mexique a légèrement reculé de 0,1 % g.t. au deuxième trimestre 2025.** En comparaison annuelle, elle progresse de 0,5 %, son rythme le plus faible depuis mi-2023, traduisant une phase de stabilisation après la reprise post-pandémie. Les niveaux actuels se situent proches de ceux de 2019, mais demeurent inférieurs à la moyenne enregistrée entre 2005 et 2018. Par secteur, les tendances sont contrastées. L'agriculture a subi un fort recul (-4,3 % g.t.) après un bond au premier trimestre, tandis que l'industrie est restée stable et que les services ont légèrement reculé (-0,4 % g.t.). Au sein de l'industrie, la construction affiche une septième baisse consécutive (-0,1 % g.t.), confirmant la fragilité du secteur, alors que l'industrie manufacturière profite d'une amélioration marquée (+1,6 % g.t.), accompagnée d'une baisse des coûts unitaires. Dans le tertiaire, le commerce de

gros continue de se dégrader (-2,4 % g.t.) sous l'effet de la hausse des coûts (+2,9 % g.t.) et le commerce de détail affiche également un repli (-0,1 % g.t.), bien que l'écart entre productivité et coûts se soit refermé. Les services privés non financiers, enfin, progressent légèrement (+0,5 % g.t.), mais voient leurs coûts unitaires croître de 1,3 % g.t..

## Sectoriel

**L'instauration du nouvel impôt sur les produits et services (IEPS), qui vise notamment les boissons, suscite des tensions, les entreprises du secteur s'inquiétant des risques de chômage massif et soulignant son impact limité sur la santé publique.**

Le ministre des Finances et du Crédit Public, Edgar Amador a annoncé, dans le cadre de la présentation du budget 2026, l'incorporation de mesures fiscales en faveur de la santé publique des Mexicains. L'introduction de l'impôt spécial sur les produits et services (IEPS) sur la vente de boissons sucrées et de tabac aura ainsi pour objectif d'inciter « de meilleures habitudes de consommation et lutter contre les éventuelles maladies liées à la consommation de ces produits ». Suite à cette annonce, les lobbystes industriels des boissons et du tabac ont mis en cause l'efficacité d'une telle mesure sur la santé publique tout en évoquant la menace d'une recrudescence du chômage suite à la baisse de la production du secteur. L'impôt indirect spécial sur la production et les services (IEPS) propose une hausse de 3,08 MXN (soit 0,17 USD) par litre de boissons sucrées, ce qui entraînerait une hausse du prix moyen estimée entre 10 et 15 % par rapport aux prix pratiqués actuellement. Cette augmentation de l'impôt de près de 87 % aurait des conséquences désastreuses sur la production et l'emploi souligne MexBeb, l'association des industriels du secteur de la boisson. Si les consommateurs seraient les premiers impactés par cette hausse de prix, la perte de 150 000 emplois directs et indirect est aussi soulignée. De plus, les petits commerces, soit près de 1,2 millions d'établissements dans le pays, seraient également concernés, ces produits représentant près de 30% du total de leurs ventes. MexBeb a notamment rappelé que l'industrie de la boisson produisait 62,2 Mds USD (soit 3,4% du PIB) et représentait près de 1,9 millions d'emplois. L'association souligne par ailleurs le caractère indirect et inégalitaire de cet impôt – impôt frappant davantage les ménages à bas revenus, allouant trois fois plus leurs revenus aux rafraichissants et boissons sucrées que les ménages à hauts revenus.

## Finances publiques

**Le ministère des Finances a revu à la hausse sa cible de déficit budgétaire pour 2025, de 3,9 % du PIB dans le budget 2025 à 4,3 % dans le budget 2026.** Malgré la hausse des recettes (+3,4 % g.a. en termes réels) et la diminution des dépenses (-3,8 % g.a.) observée au premier semestre de l'année, le gouvernement n'atteindrait pas la cible qu'il s'était fixé en novembre dernier. Selon le ministère des Finances (SHCP), cet ajustement reflète « *les révisions du cadre macroéconomique face à un environnement extérieur moins favorable, ainsi que les ajustements des prévisions pour la fin d'année des entreprises publiques et des institutions de sécurité sociale* ». La prévision de croissance

sur laquelle reposait le budget 2025 (entre 2 et 3 %), a ainsi été revue une nouvelle fois à la baisse après un premier ajustement en avril (entre 1,5 % et 2,3 %), s'établissant désormais entre 0,5 et 1,5 %. Cette nouvelle prévision de la SHCP pour 2025 est désormais alignée avec celle de la Banque centrale du Mexique (0,6 %) et le dernier consensus de marché (0,5 %) estimé par l'enquête de Citi.

**Le budget (*Paquete Economico*) 2026 présenté cette semaine par le ministère des Finances (SHCP), mise sur une année supplémentaire de consolidation budgétaire avec un déficit prévu à 4,1 % du PIB en 2026.** Les prévisions sur lesquelles reposent le budget 2026 tablent sur une croissance économique comprise entre 1,8 et 2,8 %, revue à la hausse par la SHCP par rapport à la prévision d'avril dernier, comprise entre 1,5 à 2,5 %, en raison de la diminution attendue de l'incertitude mondiale en 2026. Les recettes prévues dans le budget 2026 devraient enregistrer une hausse réelle de 4,6 % par rapport au montant approuvé pour 2025 et de 6,3 % par rapport au montant désormais estimé. Les recettes fiscales, qui représentent 67 % des recettes budgétaires totales, devraient en outre passer de 14,8 % du PIB en 2025 à 15,1 % en 2026. La croissance des recettes fiscales sera soutenue par une hausse de l'Impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur les boissons sucrées, le tabac, les jeux vidéo et les paris en ligne, visant à « *réduire la consommation de biens et produits ayant des effets négatifs sur la santé de la population* » et à « *générer davantage de ressources locales pour financer des projets de sécurité, de santé, d'éducation et d'infrastructures* » selon le ministre des Finances. Une réforme concernant les droits de douane devrait également dynamiser les recettes. Le budget 2026 prévoit par ailleurs une hausse de 5,9 % des dépenses en termes réels par rapport au montant approuvé et estimé pour 2025. Le niveau de dépenses reste toutefois limité dans la mesure où le budget 2025, à laquelle s'applique la hausse, tablait sur une baisse de 1,9 % des dépenses en termes réels. Le *Plan México* ne devrait bénéficier que de ressources équivalentes à 2,5 % du PIB. Enfin, la dette s'établirait à 52,3 % du PIB en 2026, au même niveau qu'en 2025.

**L'agence de notation Moody's a relevé la note de crédit de Petróleos Mexicanos (Pemex) à « B1 » avec perspective stable.** L'agence souligne notamment l'engagement du gouvernement mexicain à soutenir l'entreprise publique dans le respect de ses obligations financières, mettant en avant un changement de stratégie significatif avec le plan stratégique 2025-2035 présenté par l'administration Sheinbaum. Pour rappel, ce plan prévoit l'émission de 12 Mds USD d'obligations, la création d'un fonds d'investissement de 13 Mds USD pour soutenir une vingtaine de projets d'exploration et de production en partenariat avec des entreprises privées, ainsi qu'un nouveau régime fiscal destiné à alléger la charge fiscale de Pemex. Moody's considère que ces mesures devraient renforcer la position financière de la société au cours des cinq prochaines années et reflètent un niveau de soutien gouvernemental désormais jugé « *très élevé* ». Toutefois, l'agence avertit que Pemex continue de faire face à des défis structurels persistants, notamment une production réduite et des pertes dans le raffinage, qui maintiendront un flux de trésorerie négatif. La dette de la compagnie reste élevée, à 97,8 Mds USD fin juin 2025, mais la direction prévoit une baisse progressive à 88,8 Mds USD d'ici décembre 2025 et à 77,3 Mds USD en 2030. Ces

mesures offrent un soulagement à court terme, mais les besoins de financement restent substantiels pour les années à venir.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	11/09/2025
Bourse (IPC)	1,40%	18,67%	60 489,19 points
Change MXN/USD	-1,49%	-5,47%	18,46
Change MXN/EUR	-0,73%	-0,22%	21,67
Prix du baril mexicain	-0,61%	-0,99%	62,00

## Amérique centrale

### Belize

Selon l'Institut statistique du Belize (SIB), les exportations ont diminué de 5 % g.a. au cours des sept premiers mois de 2025. Elles ont atteint 251 M USD contre 264 M USD en 2024. Les exportations de mélasse ont chuté de 54 % g.a., de même que le sucre dont les ventes ont diminué de 8,4 % g.a.. Plusieurs postes d'exportations ont cependant enregistré des hausses significatives, tels que les produits issus de la pêche (+ 32 % g.a.) et les bananes (+ 8,6 % g.a.). Les importations béliziennes ont également légèrement baissé de 3,7 % g.a pour atteindre 1,6 Md USD.

## Costa Rica

**L'inflation globale a enregistré une baisse de -0,94 % g.a. en août.** D'après le rapport de l'Institut national de statistique et de recensement (INEC), cette évolution s'explique par le fait que sur les 289 biens et services qui composent le panier de consommation, 42 % ont vu leur prix baisser, contre 40 % qui ont augmenté et 18 % qui n'ont pas varié. Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ont le plus contribué à la baisse de l'inflation. L'inflation demeure à des niveaux inférieurs à la fourchette cible de la Banque centrale du Costa Rica (3 % ± 1).

## El Salvador

**Le secteur de la construction a enregistré une hausse de 23 % g.a. au S1 2025, soutenant la croissance salvadorienne.** Selon la Chambre de commerce salvadorienne de l'Industrie de la Construction (CASACO), le secteur de la construction emploie 167 000 personnes et représente 13,5 % du PIB national. L'Association Bancaire Salvadorienne (Abansa) a révélé que les prêts bancaires destinés aux projets immobiliers ont dépassé 1 Md USD et ont augmenté de 25 % g.a. au S1 2025. La CASACO anticipe des investissements totaux annuels d'un montant de 2,8 Mds USD.

**La Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA) a annoncé un investissement de 245 M USD en vue de réaliser la seconde étape de modernisation de l'Aéroport International du Salvador.** Ce projet prévoit une extension du terminal de passagers ainsi que la construction de nouvelles pistes d'atterrissage. Le CEPA prévoit une finalisation des travaux au T1 2026. Avec cette seconde phase de modernisation, le montant total du projet atteindra 347 M USD, financés par un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et les fonds propres du CEPA.

## Guatemala

**Le Guatemala a reçu 2,37 Mds USD d'envois de fonds (remesas) en août, un record pour l'année 2025 selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat).** Pour le quatrième mois consécutif, les entrées dépassent 2 Mds USD, portant le total de janvier à août à 16,8 Mds USD. Banguat prévoit un montant annuel de 24,5 Mds USD. Cette hausse soutenue s'explique en partie par l'annonce de l'impôt sur les *remesas*, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2026, ainsi que par l'intensification des expulsions : 27 087 Guatémaltèques ont été expulsés en 2025, selon l'Institut guatémaltèque de la migration (IGM).

**Le gouvernement a proposé à la Commission nationale du salaire (CNS) une hausse de 12 % du salaire minimum pour 2026.** Cette hausse devrait concerner les travailleurs des secteurs non agricoles et s'appliquer à l'échelle nationale. Les représentants du secteur privé ont suggéré une augmentation plus modérée de 4 %, tandis que les syndicats réclament une hausse de 96 %. Le Comité coordinateur

des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), principale organisation patronale du pays, a exprimé sa préoccupation, estimant qu'une telle augmentation pourrait freiner l'activité économique dans un contexte de tensions commerciales mondiales. La décision finale de la CNS est attendue pour le 1er février 2026.

## Honduras

**L'endettement externe annuel du Honduras a augmenté de 112 % entre 2022 et 2024, passant de 712 M USD à 1,5 Md USD.** Entre 2021 et 2025, seulement 12 % des nouvelles dettes contractées ont été consacrées à l'investissement public. L'Institut d'investigations économiques et sociales de l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH) souligne par ailleurs que 37 % des recettes fiscales sont actuellement absorbées par le service de la dette.

## Nicaragua

**Lors de la visite officielle d'une délégation nicaraguayenne en Chine, de nombreux contrats commerciaux d'envergure ont été annoncés, ainsi qu'une aide financière de l'Etat chinois de 1 Md USD.** Un mémorandum a notamment été signé avec l'entreprise Mobile en vue de moderniser les systèmes informatiques des douanes ainsi que ceux du ministère des Finances. Parallèlement, des accords ont été conclus concernant le projet d'aéroport de la Punta, la construction d'infrastructures de gaz liquide et de parcs photovoltaïques, ainsi que la fourniture de technologies de scanners et de rayons X par l'entreprise publique Nucotech. La visite a également permis de faire le point sur l'avancement de la modernisation de l'aéroport de Punta Huete, confiée à CAMC Engineering, ainsi que sur les projets de ports en eaux profondes à Bluefields et Puerto Corinto. L'aide financière d'une valeur de 1 Md USD doit encore être officialisée par la Banque Centrale du Nicaragua (BCN).

## Panama

**La société SGS Panama Control Services, filiale de la multinationale suisse Société Générale de Surveillance (SGS), a été sélectionnée pour réaliser l'audit complet de la mine de cuivre Cobre Panamá, fermée depuis les manifestations d'octobre 2023.** D'un montant total de 540 000 USD, l'audit est prévu pour une durée d'environ six mois. Il vise à évaluer en profondeur la situation actuelle en termes environnementaux, juridiques, opérationnels et de risques associés. L'audit comprend notamment des études sur la qualité des eaux de surface et souterraines, l'état des sols et la couverture végétale ainsi que sur la qualité de l'air et la gestion des résidus miniers, conformément aux termes de référence (TDR) de l'audit.

**L'agence de notation Moody's confirme une croissance de 4 % pour le Panama en 2025.** Ce rythme est inférieur à la moyenne historique de 5 % enregistré les années précédentes mais reste supérieur à celui de la plupart des pays de la région. Selon Renzo Merino, vice-président de Moody's Ratings en charge du crédit souverain et

du risque, bien que les perspectives soient positives, le pays risque de perdre son grade d'investissement, la dette publique ayant augmenté de près de 20 points de PIB depuis 2019 et le paiement des intérêts absorbant entre 18 % et 19 % des recettes publiques en 2025 selon les dernières estimations.

**L'administrateur de l'Autorité du canal de Panama (ACP), Ricaurte Vásquez, a annoncé que l'ACP prévoit de clôturer l'exercice fiscal 2025 avec des recettes proches de 5 Mds USD.** Lors du forum Moody's Inside LatAm Panama 2025, il aurait notamment précisé que le projet de gazoduc entrerait désormais dans sa phase de définition. L'étude de conception prévoit d'intégrer la localisation des terminaux sur l'Atlantique et le Pacifique, le tracé du pipeline ainsi que la capacité estimée de transport des combustibles. Actuellement, le canal assure le transit de 95 % des gaz et produits pétroliers exportés des États-Unis vers l'Asie, un volume qui pourrait plus que doubler d'ici la prochaine décennie, passant de 1 million à 2,5 millions de barils par jour. Cette croissance tiendrait notamment compte du marché japonais, où 30 à 32 % du mix énergétique dépendrait des combustibles transitant par le Panama.

## Caraïbes

### Cuba

**Une délégation chinoise s'est rendue à Cuba du 26 au 30 août dernier pour une mission de prospection dans le domaine sucrier.** La délégation, menée par M. Zhang Anming, directeur général du conglomérat public Guangxi State Controlled Capital Operations Group Limited, a été reçue par le président Diaz-Canel. Pendant cette rencontre, qui s'inscrit dans la continuité des accords conclus avec le président Xi Jinping, les autorités cubaines ont confirmé que plusieurs projets sont actuellement à l'étude pour la relance de l'agro-industrie sucrière dans le pays. En effet, Guangxi, la région où le groupe chinois est basé, possède une grande expérience en matière de culture et de transformation de la canne à sucre. Dans le cadre de la mission, la délégation a notamment visité plusieurs sucreries du centre de Cuba pour évaluer leur potentiel de production. Si les chiffres sur la production de sucre en 2025 n'ont pas encore été annoncés, les autorités ont indiqué que seules 15 usines ont participé à la production, cette dernière étant estimée à près de 147 000 tonnes, le chiffre le plus bas de son histoire récente. En 2024, la production de sucre avait diminué de 60 % g.a. : à peine 160 000 tonnes de sucre ont été produites cette année-là, contre un objectif fixé de 412 000 tonnes. Une chute inédite, conséquence directe du manque de carburant, de pièces de rechange pour le matériel agricole et de financement. L'industrie sucrière cubaine a constitué pendant longtemps l'élément moteur de l'économie nationale. Après presque une décennie (1980-1990) avec une récolte moyenne annuelle proche de sept millions de tonnes, la fin des marchés privilégiés, liés à la chute du bloc soviétique, puis la crise économique des années 1990, ont entraîné le déclin de la production.

**Cuba est de nouveau touchée par une panne de courant totale.** Une nouvelle coupure électrique générale s'est produite mercredi 10 septembre à Cuba. Il s'agit de la cinquième coupure en moins d'un an. D'après les autorités cubaines, la déconnexion du réseau de la principale centrale thermoélectrique du pays serait à l'origine de cette situation. Cette panne fait suite à une coupure de courant massive qui a touchée, dimanche dernier, 5 des 15 provinces du pays. Ces défaillances chroniques révèlent la fragilité de l'infrastructure électrique du pays, exacerbée par des pénuries de carburant, au milieu de la pire crise économique que traverse Cuba.

## Grenade

**Selon l'ancien ministre de l'Agriculture, Peter David, l'interdiction d'importer du poisson grenadien vers États-Unis, qui entrera en vigueur en janvier 2026, pourrait coûter plusieurs millions de dollars au pays.** Les États-Unis sont le plus grand marché pour les exportations de poisson de la Grenade (90 % du total). Le gouvernement américain, par l'intermédiaire de la division pêche de l'Administration nationale océanique et atmosphérique (NOAA) du ministère du Commerce, a récemment annoncé des conditions strictes à l'importation afin de garantir que les produits de la mer entrant sur le marché américain répondent aux mêmes normes strictes que les produits de la mer pêchés aux États-Unis.

## République Dominicaine

**L'inflation s'est établie à 3,71 % g.a. en août 2025, restant ainsi dans la fourchette cible de la Banque centrale de République dominicaine (BCRD) (4,0 % ± 1,0 %).** En glissement mensuel, l'inflation a atteint +0,71 %, tirée par la hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisés (+1,24 %), des frais de scolarité (+ 2,18 %), du transport (0,81 %) et de l'hôtellerie-restauration (+ 0,57 %). Il convient de noter que cette dynamique résulte de l'impact des aléas climatiques (températures élevées et saison des pluies) sur la production agricole et des pressions saisonnières liées à la rentrée scolaire. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente interannuelle atteint 4,32% suggérant une pression persistante au-delà des composantes volatiles. Malgré un environnement inflationniste modéré, la hausse continue de l'inflation depuis avril met en évidence une certaine vulnérabilité de la consommation domestique. Dans le même temps, les institutions financières et bancaires s'accordent sur la nécessité de préserver la stabilité macroéconomique: les mesures de liquidité introduites en mai auraient notamment permis une baisse significative des taux d'intérêts. En outre, les entrées de devises devraient dépasser 46 Mds USD et l'investissement étranger devrait atteindre 4,86 Mds USD en 2025, assurant une couverture solide du déficit courant. La BCRD prévoit un redressement progressif de l'économie, avec un taux de croissance estimé à 3 % en 2025 et des perspectives d'accélération portées par l'investissement public et l'assouplissement monétaire.

## Trinité-et-Tobago

Le gouverneur de la Banque centrale de Trinité-et-Tobago, Larry Howai, a indiqué que les dépenses en devises étrangères via cartes de crédit ont plus que triplé en dix ans, atteignant 2,3 milliards de dollars à la fin 2024. Ce montant représenterait près de 40 % de la demande annuelle en devises du pays.

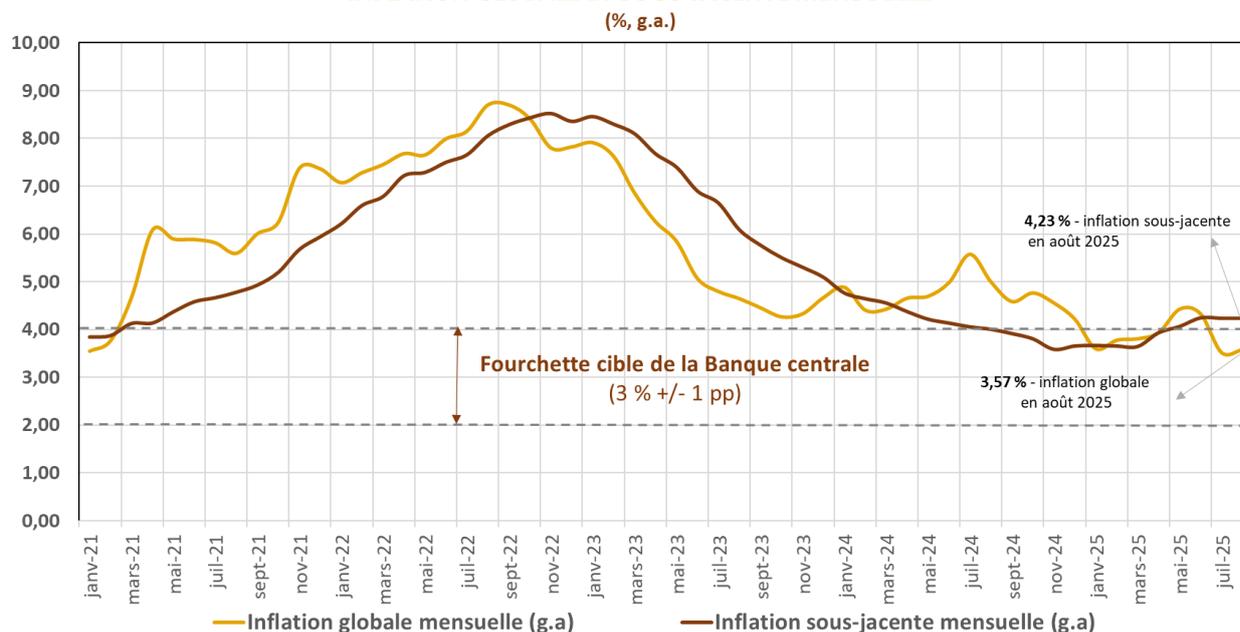
### Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,4%	0,2%	1,4%	60,7%	3,5%	7,75%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,75%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2025

## - Annexe Graphique Mexique -

### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

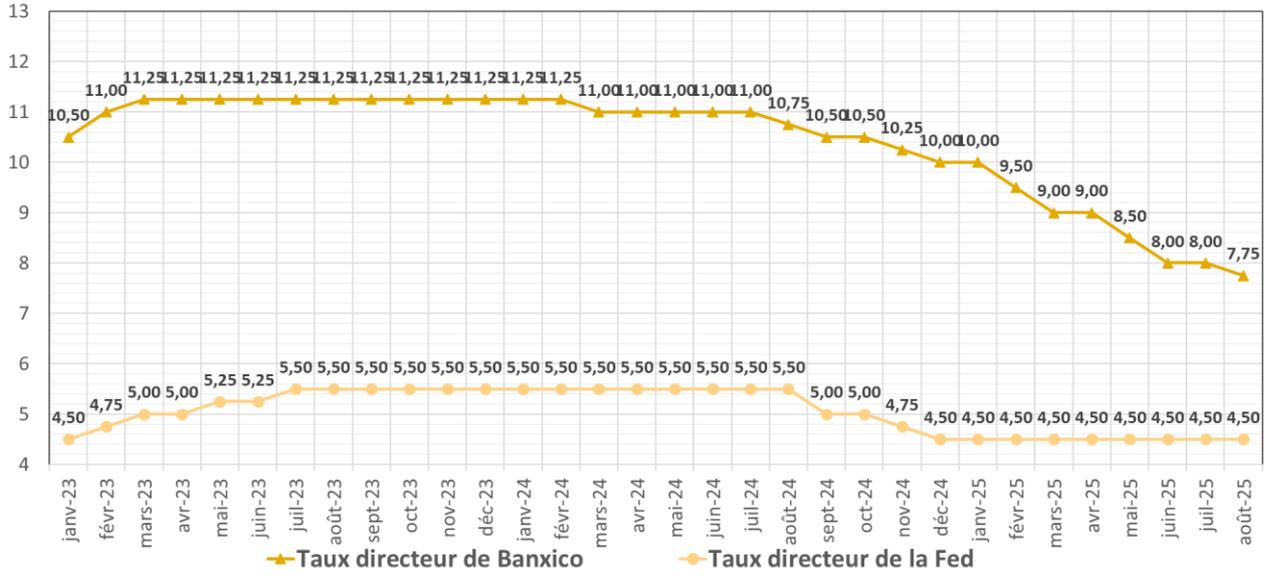


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325

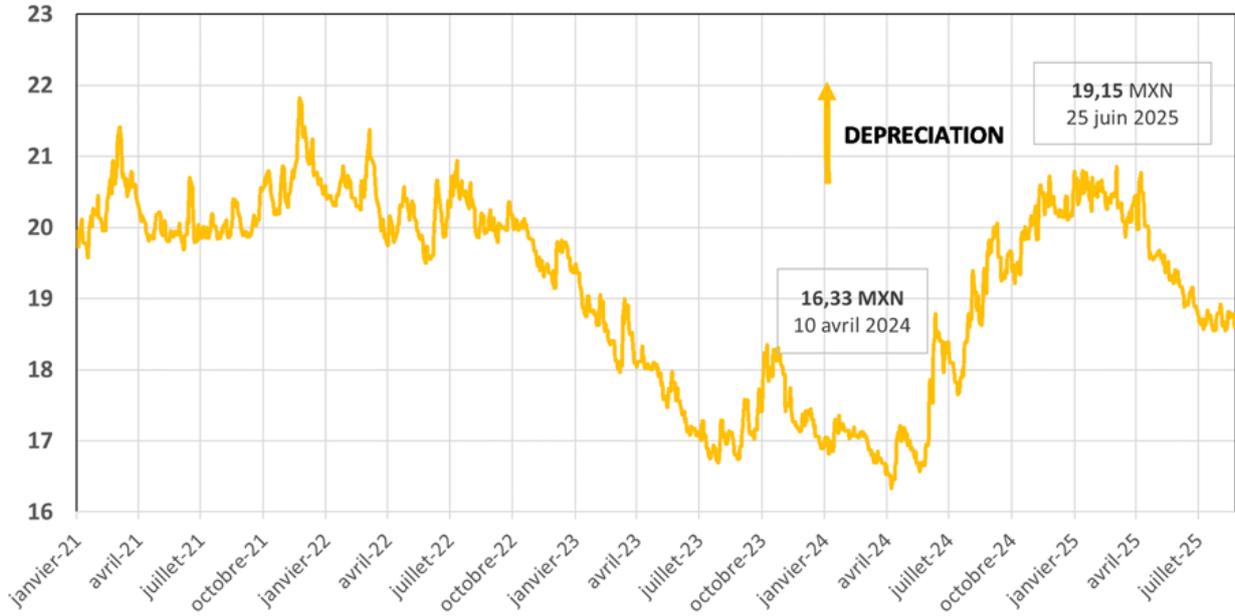
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)**

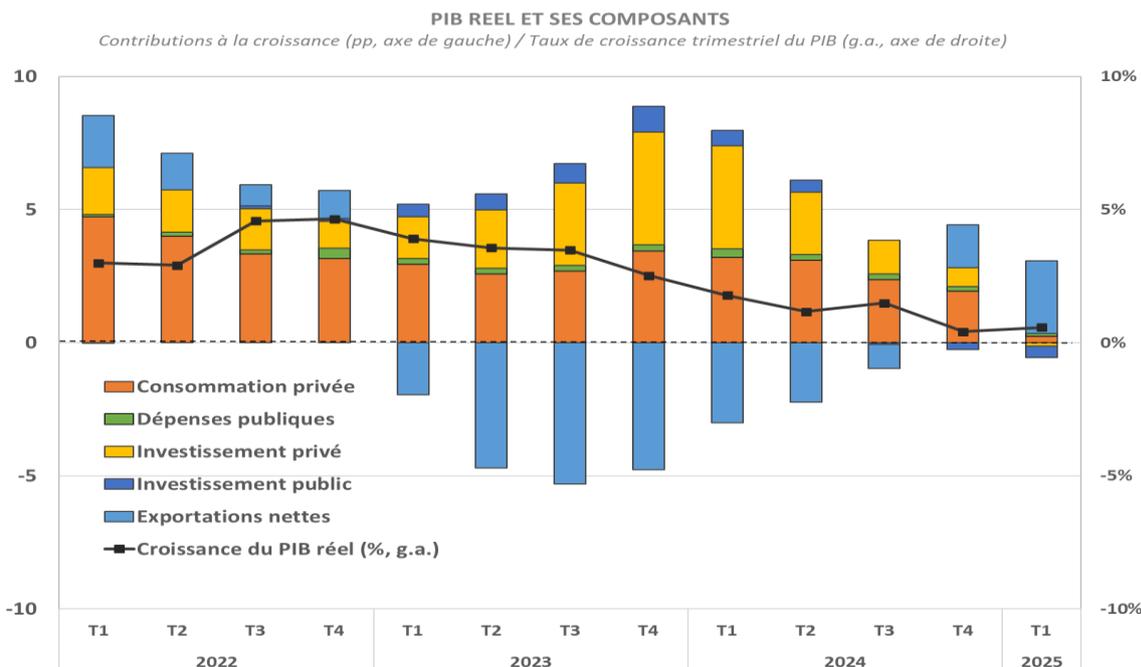


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

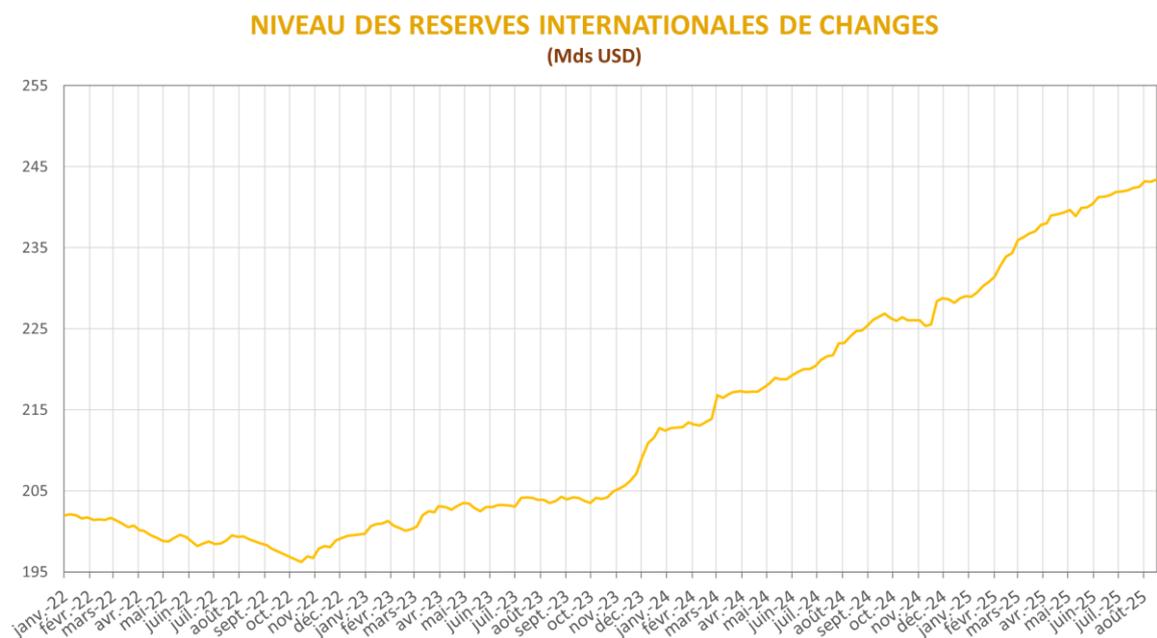
**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE  
(MXN/USD)**



Source : Banque centrale du Mexique



**Source :** Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



**Source :** Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)